



Communication financière

Bilan au 31 décembre 2010



- **Chiffres clés au 31 décembre 2010.....p2 et 3**
- **Extrait des états financiers consolidés selon les normes IAS/IFRS arrêtés au 31 décembre 2010.....p4**
- **Avis de convocation des actionnaires.....p12**
- **Comptes sociaux au 31 décembre 2010.....p13**
- **Extrait des états financiers consolidés BNP Paribas au 31 décembre 2010.....p23**



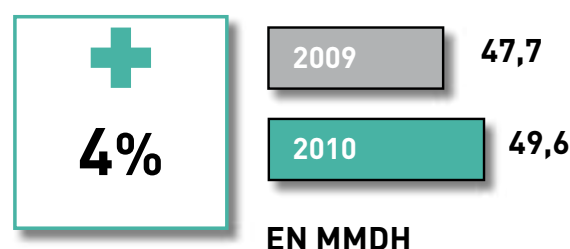
Produit net bancaire consolidé	2,8 milliards de DH	+ 8 %
Résultat brut d'exploitation consolidé	1,7 milliard de DH	+8,1 %
Résultat avant impôts consolidé	1,4 milliard de DH	+14 %
Résultat net consolidé	805,8 millions de DH	+4,3 %
Résultat net part du Groupe	787,6 millions de DH	+5,4 %
Capitaux propres consolidés	7,3 milliards de DH	+2,1%

Confirmant l'engagement de la BMCI dans le financement de l'économie du Royaume, l'année 2010 s'est inscrite dans la continuité de ses efforts de développement soutenus, couvrant l'ensemble de ses activités commerciales et opérationnelles.

En effet, forte des synergies réalisées entre ses métiers, ses filiales et son actionnaire principal, le Groupe BMCI a su, au cours de l'année 2010, maintenir sa croissance et la maîtrise de ses risques tout en investissant de façon déterminante pour son avenir.

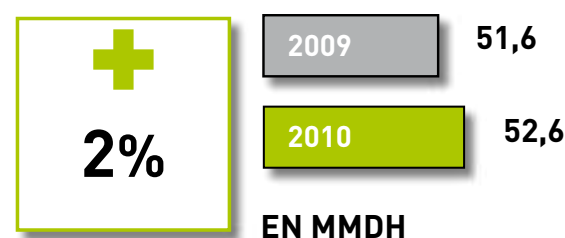
DEPOTS DE LA CLIENTELE 49,6 MILLIARDS DE DIRHAMS + 4%

Les **dépôts de la clientèle** consolidés ont atteint **49,6 milliards de dirhams** pour l'année 2010, en augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente. Les ressources à vue, pour leur part, qui s'élèvent en moyenne sur l'année à 22,6 milliards de dirhams, en accroissement de 6,4 % par rapport à 2009, traduisent le dynamisme du réseau dans la collecte des dépôts de la clientèle.



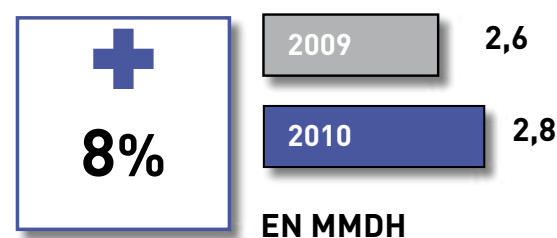
CREDITS A LA CLIENTELE : 52,6 MILLIARDS DE DIRHAMS : + 2%

Les **crédits à la clientèle** ont atteint en 2010 un encours de **52,6 milliards de dirhams**, en augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente. Les activités de financement en devises et du commerce international, en particulier, ont observé une augmentation de 5,6 %.



PRODUIT NET BANCAIRE : 2,8 MILLIARDS DE DIRHAMS : +8%

Au titre de l'exercice 2010, le **Produit Net Bancaire** s'est établi à **2,8 milliards de dirhams**, soit un accroissement de 8 % par rapport à l'année 2009. Cette performance s'est réalisée notamment au niveau de la marge d'intérêts qui s'est élevée à 2,3 milliards de dirhams, traduisant le développement des activités commerciales et l'optimisation continue de ses sources de refinancement.



De même, **les opérations de marché ont affiché un bon niveau de résultat**, à travers notamment les activités de change qui ont augmenté de 6,9 %. Les commissions se sont accrues de 5,5 % pour atteindre 375 millions de dirhams.

* comptes consolidés IFRS



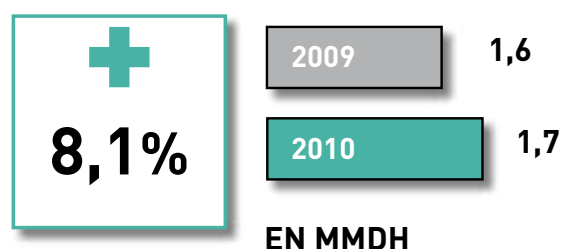
COEFFICIENT D'EXPLOITATION : 39,9%

En 2010, des investissements massifs ont été réalisés dans le cadre du développement de nouveaux projets structurants, tels que la réorganisation du réseau, le lancement de la Banque Privée et la mise en place du programme Multicanal.

Pour accompagner ces projets et dans un objectif d'amélioration continue de notre qualité de service, la BMCI a considérablement renforcé ses équipes par le biais de nombreux recrutements. Les frais de gestion ont été contenus à 1,1 milliard de dirhams. À noter la poursuite de la baisse du coefficient d'exploitation qui s'est établi pour la première fois sous les 40 %.

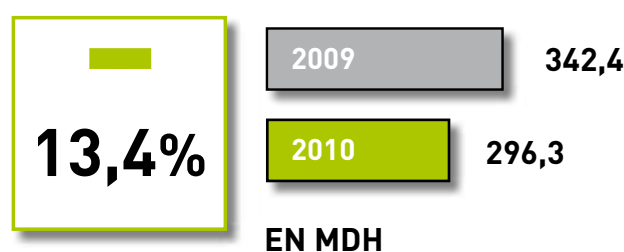
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION : 1,7 MILLIARD DE DIRHAMS : +8,1%

Le **résultat brut d'exploitation** affiche une augmentation significative de 8,1 % pour s'établir à **1,7 milliard de dirhams** au 31 décembre 2010.



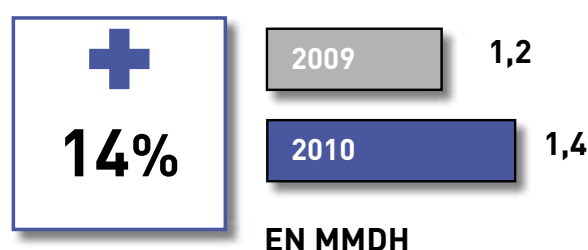
COUT DU RISQUE : 296,3 MILLIONS DE DIRHAMS : -13,4%

Le **coût du risque** s'est établi à **296,3 millions de dirhams** à fin 2010 en baisse de 13,4 % par rapport à l'année précédente traduisant la maîtrise du risque de crédit tout en se conformant aux normes IFRS aussi bien pour la provision pour risque avéré que celle sur base collective.



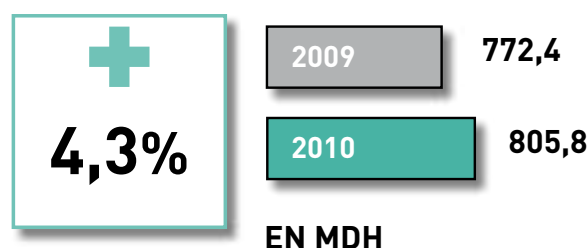
RESULTAT AVANT IMPOTS : 1,4 MILLIARD DE DIRHAMS : +14%

Conséquence de l'ensemble des éléments exposés précédemment, le **Résultat Net Avant Impôts** ressort à **1,4 milliard de dirhams** à fin 2010, en augmentation de 14 %.



RESULTAT NET : 805,8 MILLIONS DE DIRHAMS : +4,3%

Confirmant le bon niveau de ses performances commerciales et opérationnelles, le **résultat net** consolidé au titre de l'exercice 2010 a atteint **805,8 millions de dirhams**, en accroissement de 4,3 %, traduisant la capacité du Groupe BMCI à maintenir la croissance de ses résultats dans un contexte plus difficile.



La BMCI propose à ses actionnaires de distribuer un **dividende de 25 dirhams par action**, représentant un taux de distribution de 42,4 % et une rentabilité sur le cours moyen 2010 de l'action de 2,58 %. Les fonds propres renforcés par le bénéfice non distribué permettront au Groupe BMCI de **répondre à des besoins d'investissements conséquents**, relatifs notamment à l'élargissement de son réseau d'agences et à la deuxième phase du projet Multicanal. Cela traduit d'une part l'**engagement du Groupe BNP Paribas aux côtés de la BMCI** pour relever ses challenges, et d'autre part sa confiance dans la bonne évolution de l'économie marocaine.

Enfin, l'agence de notation internationale **Fitch** vient de confirmer les notations de la BMCI sur l'échelle nationale, à savoir **AAA (mar)** et **F1+ (mar)** respectivement pour les notes à long et à court terme. Ces notations traduisent la solidité financière de la BMCI et sa capacité d'honorer ses engagements.

Résumé des principes comptables IAS/IFRS appliqués par le Groupe BMCI



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 31 décembre 2010.

Dans les comptes consolidés présentés au 31 décembre 2010, le Groupe a appliqué les dispositions d'IAS 1 révisée relatives à la présentation des états financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

• Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites « entités ad hoc » contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

• Méthodes de consolidation

• Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

• Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle. Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

• Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur, à l'exception des parts de SCI, supports de contrats d'assurance en unités de compte, qui sont valorisées en date d'arrêt à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survalueurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants appliqués de manière rétrospective :

- L'approche par composant.
- Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque.

L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif.

La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

TABLEAU DES COMPOSANTS GROUPE BMCI

NATURE DU COMPOSANT	DURÉE D'AMORTISSEMENT EN ANNÉES	POIDS DU COMPOSANT
Gros œuvre	60	50 %
Façade	30	15 %
IGT	20	20 %
Agencement	10	15 %

LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe BMCI a choisi de maintenir les coûts historiques pour l'ensemble des immobilisations incorporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation.

L'option retenue pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures.

La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

LES IMMEUBLES DE PLACEMENT

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

Dans le cas des immeubles de placement en location, la norme IAS 17 « Contrat de location » est applicable.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Selon la norme IAS 19, le Groupe BMCI comptabilise les cotisations de la période en charges d'exploitation, en contrepartie des services rendus par les membres du personnel au cours de l'exercice.

Les indemnités de fin de carrière et les médailles de travail font l'objet de provisions évaluées sur la base de modèles actuariels.

Concernant le régime multi-employeurs « CMIM », qui constitue un plan à prestations définies offrant des avantages postérieurs à l'emploi, le groupe BMCI ne provisionne pas les éventuels déficits attendus de ce régime du fait de la difficulté à ce stade d'estimer leur montant d'une manière fiable et de le répartir entre les différents membres. Il est donc comptabilisé comme un régime à cotisations définies conformément aux dispositions d'IAS 19 ».

Le Groupe BMCI a opté pour la comptabilisation des écarts actuariels directement en résultat.

Méthode d'évaluation

La méthode d'évaluation appliquée par la BMCI est la méthode des unités de crédit projetées avec une prise en compte « proratisée » du service. Cette méthode est déroulée en étapes :

- Une évaluation des droits à terme moyennant des hypothèses actuarielles ;
- Une répartition des droits à terme sur la période d'activité au cours de laquelle la BMCI bénéficie des services de ses employés ;

Les principales hypothèses actuarielles utilisées sont :

- Des hypothèses financières, à savoir le taux d'actualisation ;
- Le taux d'augmentation des salaires ;
- Le taux de sortie des bénéficiaires ;
- L'âge et les modalités de départ à la retraite ;
- La probabilité à l'âge actuel d'atteindre l'âge de la retraite.

DÉRIVÉS

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

DÉRIVÉS INCORPORÉS

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. La norme IAS 39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation de l'opération sur la base de la différence entre la juste valeur du contrat hybride et la juste valeur du dérivé incorporé.

Au 31 décembre 2010, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

Résumé des principes comptables IAS/IFRS appliqués par le Groupe BMCI



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

IMPÔT EXIGIBLE ET IMPÔT DIFFÉRÉ

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

ACTIFS FINANCIERS : PRÊTS ET CRÉANCES

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe BMCI, les participations dans des crédits syndiqués, ainsi que les crédits acquis non cotés sur un marché actif, lorsqu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les prêts cotés sur un marché actif sont inclus dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » et valorisés conformément aux règles s'appliquant à cette catégorie. Cette catégorie inclut également les instruments financiers représentant les emplois obligatoires de par la réglementation.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les commissions perçues sur des engagements de financement préalable à la mise en place d'un crédit sont différées, puis intégrées à la valeur du crédit lors de son attribution.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

• Provision pour dépréciation des prêts et créances

Des dépréciations sont constituées sur les crédits (et les autres actifs financiers classés dans la catégorie des prêts et créances) dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur mesurable liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille d'éléments homogènes.

Les provisions relatives aux engagements de financement et de garantie donnés par le groupe suivent des principes analogues.

Au niveau individuel, la dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...). Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Toute appréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ». À compter de la dépréciation de l'actif, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur récupérable estimée calculée au taux d'intérêt effectif d'origine (effet de désactualisation).

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, qui s'appuie sur le système de notation interne du Groupe BMCI, fondée sur des données historiques permettant notamment de déterminer le taux de passage des crédits de la catégorie des créances « saines » vers la catégorie des créances « en souffrance » ou « à risque avéré ».

Ces données historiques sont ajustées, si nécessaire, pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté des comptes. Cette analyse permet d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée. Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Les données historiques et l'analyse susvisée servent de base pour le calcul des provisions collectives (sur la base de portefeuilles) en tenant compte de l'échéancier prévisionnel de récupération des créances ainsi que de l'effet de l'actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine moyen du groupe d'actifs homogènes.

CRÉDITS HORS MARCHÉ

Le Groupe BMCI s'est basé sur la circulaire de Bank Al-Maghrib qui fixe les taux planchers pour identifier les crédits hors marché. L'analyse effectuée pour identifier l'existence ou l'absence de crédits émis à des conditions hors marché a permis de conclure que tous les crédits émis par le Groupe BMCI sont octroyés à des conditions normales du marché. Par conséquent, aucune décote n'est à constater.

ACTIFS FINANCIERS : TITRES

Les titres détenus sont classés en quatre catégories.

Actifs financiers à la valeur de marché par résultat (HFT)

La catégorie des « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat » comprend :

- les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de négoce (opérations dites de transactions),
 - les actifs financiers évalués, sur option, à la valeur de marché par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39 et les conditions d'application de l'option de juste valeur.
- Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transactions étant directement comptabilisés en compte de résultat.

Actifs financiers disponibles à la vente (AFS)

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs.

Titres détenus jusqu'à leur échéance (HTM)

La catégorie « titres détenus jusqu'à l'échéance » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le groupe à l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la classification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans)

Le Groupe BMCI ne détient pas des titres classés dans cette catégorie.

Titres du portefeuille « Prêts et créances »

La catégorie « Prêts et créances » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable non cotés et non destinés à être cédés et que le groupe a l'intention de conserver durablement.

Sa comptabilisation s'opère au coût amorti.

Options retenues

Les instruments détenus en portefeuilles (bons de trésor jeune promoteurs, bons de trésor sociaux économiques, bons CIH) ont été classés dans la catégorie « Prêts et créances ».

Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

• Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable ou significative résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. En particulier, concernant les titres à revenu variable cotés sur un marché actif, une baisse prolongée ou significative du cours en deçà de son coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe est constatée et peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

S'agissant d'un titre à revenu variable, la dépréciation est constituée en produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. Par ailleurs, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation comptabilisée en résultat.

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

Les dépôts clientèle sont comptabilisés au coût historique.

CONTRAT DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis ou loué, diminuée ou majorée des commissions versées ou perçues et de tous les autres frais inhérents à l'opération.

Le taux d'intérêt étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE) déterminé conformément aux dispositions de l'IAS 39.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- La valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie ;
- et, la valeur d'entrée du bien qui est égale à la juste valeur initiale augmentée des coûts directs initiaux.

Les contrats de leasing accordés par BMCI Leasing sont des contrats de location-financement. Ces contrats ont été retraités au taux d'intérêt effectif (TIE).

PROVISIONS DU PASSIF

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé.

Résumé des principes comptables IAS/IFRS appliqués par le Groupe BMCI



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 décembre 2010, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

UTILISATION DES ESTIMATIONS POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux états financiers.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les états financiers.

C'est le cas notamment :

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques»
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en « Actifs disponibles à la vente » ou en « Instruments financiers en juste valeur par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux états financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités dont le Groupe BMCI détient des participations directes ou indirectes.

DÉNOMINATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	MÉTHODE	% CONTRÔLE	% INTÉRÊT
BMCI Bank	Banque	TOP		
BMCI BANQUE OFFSHORE	Banque	IG	100,00 %	100,00 %
BMCI CRÉDIT CONSO	Crédit à la consommation	IG	51,00 %	51,00 %
BMCI LEASING	Leasing	IG	72,03 %	72,03 %
Arval Maroc	Location longue durée	MEE	33,34 %	33,34 %
BMCI FINANCE	Banque d'affaire	IG	100,00 %	100,00 %
BMCI GESTION	Gestion d'actif	IG	100,00 %	100,00 %
BMCI Fonds	Gestion d'actif	IG	100,00 %	100,00 %
BMCI BOURSE	Intermédiation boursière	IG	100,00 %	100,00 %
BMCI ASSURANCE	Courtage d'assurance	IG	100,00 %	100,00 %
IMMOBILIÈRE SIDI MAAROUF	Société immobilière	IG	100,00 %	100,00 %

INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore ;
- Financements spécialisés : BMCI de crédit à la consommation (BCC), BMCI leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe. Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

GESTION DU CAPITAL RÉGLEMENTAIRE

Le Groupe BMCI est soumis au respect de la réglementation prudentielle prescrite par Bank Al-Maghrib (la banque centrale du Maroc), il s'agit notamment du ratio de solvabilité et de division des risques.

Le ratio de solvabilité du Groupe, conformément à la circulaire N° 25/G/2006, est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marché et du risque opérationnel.

Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément à la circulaire N° 7/G/2010 de Bank Al-Maghrib. Ils sont répartis en trois catégories (les fonds propres de base, les fonds propres complémentaires et les fonds propres sur-complémentaires) desquelles sont réalisées un certain nombre de déductions.

FONCTION ET STRATÉGIE DE GESTION DES RISQUES

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité. Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank-Al Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamental de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en œuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.

Le dispositif de contrôle interne de la BMCI couvre les familles de risques suivantes :

- le risque de crédit et de contrepartie ;
- les risques de marché ;
- le risque de taux et de liquidité ;
- les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction « conformité » a été mise en œuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

RISQUE DE CRÉDIT OU DE CONTREPARTIE

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- **La Note de Contrepartie**, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : Une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BMCI qui bénéficie d'un crédit, quelque soit la nature de la contrepartie.
- **Le Taux de Récupération Global**, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie.

Ces deux données, utilisées à la BMCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

• Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du « double regard ». Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc.

Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

- **Contrôles de 1^{er} niveau** : ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinie, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.
- **Contrôles de 2^e niveau** : la Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^e niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.
- **Contrôles de 3^e niveau** : le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi tous les Groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

• Gestion du risque de concentration du crédit

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque ; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné.

La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition. Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

• Risques de Marché

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt,
- Risque de change,
- Risque sur titre de propriété,

Résumé des principes comptables IAS/IFRS appliqués par le Groupe BMCI



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

- Risque sur produit de base,
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes bâloises.

La gestion du risque de marché au niveau de la BMCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1^{er} niveau assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.

- Un contrôle de 2^e niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marchés qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journalier retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et PnL dégagés par l'activité du trading.

- Un suivi fonctionnel de 3^e niveau assuré par l'entité GRM « Group Risk Management » du Groupe BNP Paribas.

Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :

- Position de change : Limite en VaR, en volume et par sens ;
- Position de taux : Limite en position moyenne par bande d'échéance ;
- Position obligataire : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance ;
- Position sur option : Limite sur Grecs (Delta – Gamma – Véga)

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

Gestion du Risque de Change

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BMCI trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : Une limite en GEaR « Gross Earning at Risk » (équivalent VaR), des limites en volumes de position (Short// Long) et des Limite sur Grecs (Delta – Gamma – Véga).

La GEaR est un modèle de simulation de pertes maximales développé en utilisant une simulation Monte Carlo à intervalle de confiance de 99 %.

Risque de Taux et Risque Obligataire

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêts sur le marché.

Le risque de taux à la BMCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en VaR et des limites de sensibilité dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations/Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise.

Visés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Trésorier, au Responsable Salle des Marchés, puis à la Direction Générale et à la Direction des Risques.

Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en terme de VAR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche « Mark To Market » qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille.
- Une approche « Funding » qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

Risque de taux et de liquidité

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Maîtriser les risques financiers,
- Éviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating,
- Atténuer la variabilité des résultats,
- Orienter la politique commerciale de sorte à préserver la marge en développant les actifs longs à taux fixe suite à la remontée des taux long terme.
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût ;
- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes, réserves Banque Centrale.

Risque de taux

Deux types de risque de taux d'intérêt sont distingués :

- Les risques de taux d'intérêt structurel liés aux opérations clientèle regroupés dans les livres dénommés Book Commercial.
- Les risques de taux d'intérêt structurel liés au Book Fonds Propres.

Les analyses ALM ont vocation à couvrir les risques de taux d'intérêt structurels de ces deux périmètres.

Ces derniers peuvent découler d'une :

- corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...)
- incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...)
- existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés (remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...)

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance.

Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...),

elles sont « écoulées » selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (produit net bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Risque de liquidité

Mensuellement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- le niveau d'exposition de l'Institution en termes de risque de taux et de liquidité
- le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques
- la réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de risque ainsi que de l'évolution du marché.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne. un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité. Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (office des changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la banque et de ces concurrents.

Risques opérationnels :

Bank Al Maghrib définit le risque opérationnel comme étant « un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Bénéficiant, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le Groupe BNP Paribas, le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al Maghrib en la matière.

La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit).
- une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004, et rattachée à la Direction de la Conformité depuis avril 2008.
- une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour.
- un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel.

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- l'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI.
- un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et de l'exhaustivité des données.
- l'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels. Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en terme de risques opérationnels.

Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opère notamment à travers :

- la maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant.
- des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. A ce titre, le dispositif de contrôle permanent a continué à enregistrer des évolutions structurantes en 2010 avec principalement, la création de la Direction du Contrôle Permanent Groupe indépendante, en charge des contrôles de 2^e niveau et le développement d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité.
- un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en œuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées.
- un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles.
- des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standard. Ces travaux ont abouti à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel.

Bank Al-maghrib a édicté en Décembre 2010, la réglementation relative au passage aux méthodes avancées. Cette réglementation donnera lieu à un ensemble des notices techniques qui seront finalisées courant l'année 2011.

Le régulateur a édicté les textes relatifs au pilier II « Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes » ainsi que le Pilier III « Dispositif sur la discipline de marché ».

Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

États financiers consolidés

IFRS/IAS au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

RESUME DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2010

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés, ci-joints, de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE, comprenant le bilan au 31 décembre 2010, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 7 349 646 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 805 840 KMAD.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

BMCI a fait l'objet au cours de l'exercice 2010 d'un contrôle de l'administration fiscale portant sur les exercices 2006 à 2009 inclus, couvrant l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur le revenu. La notification des résultats du contrôle a été effectuée au cours du mois de décembre 2010 et a donné lieu à un provisionnement forfaitaire dans les comptes au 31 décembre 2010. Au stade actuel

des procédures, nous ne sommes pas en mesure de conclure sur le niveau de la provision constituée suite à ce redressement fiscal.

À notre avis, sous réserve de l'incidence sur les comptes du point mentionné ci-dessus, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE, constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2010, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 17 mars 2011

Les Commissaires aux Comptes

PWC MAROC
Anciennement JPC Audit

MAZARS MASNAOUI

M'hamed Bouraqadi-Saadani
Associé

Kamal Mokdad
Associé

BILAN ACTIF IFRS	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC		
SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	3 891 865	2 955 127
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	783 127	3 660 951
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	3 130 263	1 605 943
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	3 932 799	3 208 032
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	52 629 091	51 589 955
ÉCART DE RÉÉVALUATION ACTIF DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PLACEMENTS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE		
ACTIFS D'IMPÔT EXIGIBLE	13 293	14 375
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	44 391	34 877
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS	345 360	407 890
ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	6 331	6 190
IMMEUBLES DE PLACEMENT	21 472	16 721
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 324 897	1 261 204
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	179 250	114 070
ÉCARTS D'ACQUISITION		
TOTAL ACTIF IFRS	66 302 138	64 875 335

COMPTE DE RÉSULTAT IFRS	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
Intérêts et produits assimilés	3 301 142	3 260 268
Intérêts et charges assimilés	1 015 807	1 136 660
MARGE D'INTERÊT	2 285 335	2 123 608
Commissions perçues	409 062	386 028
Commissions servies	33 844	30 406
MARGE SUR COMMISSIONS	375 218	355 622
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	252 805	242 135
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	5 013	10 133
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE MARCHÉ	257 818	252 268
Produits des autres activités	24 048	21 976
Charges des autres activités	93 881	115 729
PRODUIT NET BANCAIRE	2 848 538	2 637 745
Charges générales d'exploitation	1 011 450	933 207
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	125 229	121 021
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 711 858	1 583 517
Coût du risque	296 329	342 376
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 415 530	1 241 141
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	140	758
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	1 415 670	1 241 899
Impôts sur les bénéfices	609 829	469 402
RÉSULTAT NET	805 840	772 497
Résultat hors groupe	18 247	25 227
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	787 594	747 270
Résultat par action (en dirham)	59	56
Résultat dilué par action (en dirham)		

BILAN PASSIF IFRS	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	21 987	22 252
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	7 339 738	7 896 889
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	42 643 318	41 320 864
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	6 949 583	6 337 749
ÉCART DE RÉÉVALUATION PASSIF DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PASSIFS D'IMPÔT COURANT	10 074	68 402
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	127 233	108 532
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS	1 598 408	1 790 603
DETTES LIÉES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	262 150	133 969
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
DETTES SUBORDONNÉES		
CAPITAL ET RÉSERVES LIÉES	4 560 648	4 556 346
RÉSERVES CONSOLIDÉES	1 969 709	1 865 038
• Part du groupe	1 875 010	1 778 850
• Part des minoritaires	94 699	86 188
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS, PART DU GROUPE	13 449	2 194
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	805 840	772 497
• Part du groupe	787 594	747 270
• Part des minoritaires	18 247	25 227
TOTAL PASSIF IFRS	66 302 138	64 875 335
CAPITAUX PROPRES	7 349 646	7 196 075
• Part du groupe	7 236 701	7 084 660
• Part des intérêts minoritaires	112 946	111 415

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	1 415 670	1 241 899
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	125 229	121 021
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	295 450	358 976
+/- Dotations nettes aux provisions	128 181	34 108
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	140	758
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	-58 869	-291 257
TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	490 132	223 606
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-1 051 789	3 538 453
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-61 477	-4 298 827
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 982 939	-2 935 057
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-129 665	142 489
- Impôts versés	-664 498	-462 485
DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	75 511	-4 015 427
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	1 981 312	-2 549 923
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-281	-1 515
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-4 751	725
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-254 103	-170 013
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-259 135	-170 803
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-667 071	-192 531
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-667 071	-192 531
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE		
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 055 106	-2 913 256
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	2 935 775	5 769 888
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 955 127	5 712 625
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-19 352	57 263
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	3 990 881	2 856 632
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	3 891 865	2 955 127
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	99 016	-98 495
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	1 055 106	-2 913 256

États financiers consolidés

IFRS/IAS au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	CAPITAL	RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL	ACTIONS PROPRES	RÉSERVES ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS	GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS	CAPITAUX PROPRES PART GROUPE	En milliers de DH	
							INTÉRÊTS MINORITAIRES	TOTAL
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2008	1 283 592	2 979 392		2 267 036	-9 194	6 520 826	104 075	6 624 900
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2008 CORRIGÉS	1 283 592	2 979 392	-	2 267 036	-9 194	6 520 826	104 075	6 624 900
Opérations sur capital	44 292	274 614				318 906		318 906
Paievements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres	-46 056					-46 056		-46 056
Dividendes				-449 257		-449 257	-17 887	-467 144
Autres		20 512		-37 849		-17 337		-17 337
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2009				747 270		747 270	25 227	772 498
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat					11 388	11 388		11 388
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat				-1 080		-1 080		-1 080
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS	-	-	-	-1 080	11 388	10 308	-	10 308
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2009	1 281 828	3 274 518		2 526 120	2 194	7 084 660	111 415	7 196 075
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2009 CORRIGÉS	1 281 828	3 274 518	-	2 526 120	2 194	7 084 660	111 415	7 196 075
Opérations sur capital								
Paievements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres	-127					-127		-127
Dividendes				-650 353		-650 353	-16 717	-667 070
Autres		4 429		-4 429				
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2010				787 594		787 594	18 247	805 841
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat					11 255	11 255		11 255
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat				3 672		3 672		3 672
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS	-	-	-	3 672	11 255	14 927	-	14 927
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DEC 2010	1 281 701	3 278 947		2 662 604	13 449	7 236 701	112 946	7 349 646

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	31/12/10	31/12/09
RÉSULTAT NET	805 840	772 497
ÉCART DE CONVERSION		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	13 449	2 194
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	13 449	2 194
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	819 289	774 691
Part du groupe	801 042	749 464
Part des minoritaires	18 247	25 227

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	31/12/10	31/12/09
TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	3 130 263	1 605 943
Effets publics et valeurs assimilés	2 916 704	1 382 925
Obligations et autres titres à revenu fixe	17 144	39 285
• Titres cotés	12 966	36 428
• Titres non cotés	4 178	2 857
Actions et autres titres à revenu variable	77 566	68 238
• Titres cotés	32 901	25 870
• Titres non cotés	44 665	42 369
Titres de participations non consolidés	118 849	115 493
TOTAL DES TITRES DISPONIBLE À LA VENTE	3 130 263	1 605 943

GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	31/12/10			31/12/09		
	JUSTE VALEUR	GAINS LATENTS	PERTES LATENTES	JUSTE VALEUR	GAINS LATENTS	PERTES LATENTES
Effets publics et valeurs assimilées	2 864 490	10 375	2 759	1 342 853	6 491	616
Obligations et autres titres à revenu fixe	16 926	1 103	23	38 491	-	228
Actions et autres titres à revenu variable	77 544	16 906	-	68 238	4 149	-
Titres de participation non consolidés	118 849	-	5 933	115 493	313	7 066
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	52 454	-	-	40 866	-	-
VALEUR AU BILAN DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	3 130 263	28 384	8 715	1 605 943	10 953	7 910
Total gains et pertes latents	-	28 384	8 715	-	10 953	7 910
Impôts différés	-	9 297	3 077	-	3 776	2 927
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE À LA VENTE NETS	-	19 087	5 638	-	7 177	4 983
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE À LA VENTE NETS PART GROUPE		19 087	5 638		7 177	4 983

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODÈLE UTILISÉ POUR LA VALORISATION

	31/12/10				31/12/09			
	PRIX DE MARCHÉ	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES OBSERVABLES	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES NON OBSERVABLES	TOTAL	PRIX DE MARCHÉ	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES OBSERVABLES	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES NON OBSERVABLES	TOTAL
ACTIF FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	783 127			783 127	3 660 951			3 660 951
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIF FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	21 987			21 987	22 252			22 252
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								

IMMEUBLES DE PLACEMENT

	31/12/09	VARIATION PÉRIMÈTRE	ACQUISITIONS	CESSIONS ET ÉCHÉANCES	ÉCART DE CONVERSION	AUTRES MOUVEMENTS	31/12/10
Valeur brute	19 718		5 627				25 345
Amortissements et provisions	2 997					876	3 873
VALEUR NETTE AU BILAN	16 721	-	5 627	-	-	-876	21 472

États financiers consolidés

IFRS/IAS au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	31/12/09			31/12/10		
	VALEUR	CUMUL DES AMORTISSEMENTS	VALEUR	VALEUR	CUMUL DES AMORTISSEMENTS	VALEUR
	BRUTE	ET PERTES DE VALEUR	NETTE	BRUTE	ET PERTES DE VALEUR	NETTE
Terrains et constructions	1 100 228	203 466	896 762	1 131 079	234 379	896 700
Equip. Mobilier, installation	562 007	451 621	110 386	583 795	478 224	105 571
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	609 285	355 229	254 056	718 528	395 902	322 626
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 271 520	1 010 316	1 261 204	2 433 402	1 108 505	1 324 897
Logiciels informatiques acquis	182 248	141 418	40 830	256 165	162 755	93 410
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	73 240	0	73 240	85 840	0	85 840
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	255 488	141 418	114 070	342 005	162 755	179 250

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
ETABLISSEMENTS DE CRÉDITS	3 932 799	3 208 032
Comptes et prêts	1 969 930	937 525
Valeurs reçues en pension	-	7 693
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	1 949 029	2 249 824
TOTAL EN PRINCIPAL	3 918 959	3 195 042
Créances rattachées	13 840	12 990
Provisions	-	-
VALEUR NETTE	3 932 799	3 208 032
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	3 963 419	4 203 686
Comptes ordinaires	98 905	73 861
Comptes et avances à terme	3 864 514	4 129 825
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	-	-

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	48 273 320	47 280 627
Créances commerciales	12 645 919	11 499 786
Autres concours à la clientèle	29 176 843	28 860 852
Valeurs reçues en pension	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	8 659 787	8 890 325
TOTAL EN PRINCIPAL	50 482 549	49 250 962
Créances rattachées	164 012	177 555
Provisions	2 373 240	2 147 890
VALEUR NETTE	48 273 320	47 280 627
OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL	4 355 771	4 309 328
Crédit-bail immobilier	1 546 623	1 431 471
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	2 748 581	2 855 662
TOTAL EN PRINCIPAL	4 295 204	4 287 133
Créances rattachées	247 453	195 682
Provisions	186 886	173 487
VALEUR NETTE	4 355 771	4 309 328

TOTAL 52 629 091 51 589 955

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT	7 339 738	7 896 889
Comptes et emprunts	6 991 403	6 539 843
Valeurs données en pension	202 901	1 201 712
TOTAL EN PRINCIPAL	7 194 304	7 741 555
Dettes rattachées	145 434	155 335
VALEUR AU BILAN	7 339 738	7 896 889
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	4 108 450	4 519 425
Comptes ordinaires créditeurs	121 140	234 187
Comptes et avances à terme	3 933 561	4 285 238
Dettes rattachées	53 749	0

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
Comptes ordinaires créditeurs	24 357 688	22 400 328
Comptes d'épargne	5 874 009	5 629 637
Autres dettes envers la clientèle	11 366 997	11 986 687
Valeurs données en pension	886 155	1 168 942
TOTAL EN PRINCIPAL	42 484 849	41 185 594
Dettes rattachées	158 469	135 270
VALEUR AU BILAN	42 643 318	41 320 864

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	En milliers de DH						
	SOLDE AU	VARIATION			REPRISES	REPRISES	AUTRES
	31/12/09	DE PÉRIMÈTRE	DOTATIONS	UTILISÉES	NON UTILISÉES	VARIATIONS	SOLDE AU
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	5 398	0	0	0	0	0	5 398
Provision pour engagements sociaux	63 596	0	12 569	7 091	0	0	69 074
Provision pour litige et garanties de passif	50 850	0	21 133	1 543	1 478	0	68 962
Provision pour risques fiscaux	0	0	0	0	0	0	0
Provision pour impôts	0	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	14 125	0	101 763	3 368	300	6 496	118 716
TOTAL	133 969	0	135 465	12 002	1 778	6 496	262 150

MARGE D'INTÉRÊT

	En milliers de DH					
	31/12/10			31/12/09		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	3 116 902	655 900	2 461 002	3 123 118	704 391	2 418 727
Comptes et prêts / emprunts	2 739 274	532 476	2 206 798	2 718 232	551 729	2 166 503
Opérations de pensions	1 848	32 425	-30 577	1 155	51 110	-49 955
Opérations de location-financement	375 780	90 999	284 781	403 731	101 552	302 179
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	56 667	100 158	-43 491	32 220	107 403	-75 183
Comptes et prêts / emprunts	55 944	76 458	-20 514	31 575	90 343	-58 768
Opérations de pensions	723	23 700	-22 977	645	17 060	-16 415
EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE	0,00	259 749	-259 749	0,00	324 866	-324 866
ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	127 573	0	127 573	104 930	0	104 930
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES	3 301 142	1 015 807	2 285 335	3 260 268	1 136 660	2 123 608
D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	3 301 142	1 015 807	2 285 335	3 260 268	1 136 660	2 123 608

COMMISSIONS NETTES

	En milliers de DH					
	31/12/10			31/12/09		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS	88 781	33 493	55 288	93 614	30 373	63 241
• avec les établissements de crédit	-	1	-1	-	46	-46
• avec la clientèle	59 861	32 337	27 524	63 072	26 548	36 524
• sur titres	24 126	1 036	23 090	27 268	3 640	23 628
• de change	3 250	119	3 131	2 521	139	2 382
• sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	1 544	-	1 544	753	-	753
PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	320 281	351	319 930	292 414	33	292 381
• Produits nets de gestion d'OPCVM	60 532	317	60 215	51 520	-	51 520
• Produits nets sur moyen de paiement	96 338	24	96 314	89 979	25	89 954
• Assurance	34 573	-	34 573	29 230	-	29 230
• Autres	128 838	10	128 828	121 685	8	121 677
TOTAL	409 062	33 844	375 218	386 028	30 406	355 622

États financiers consolidés

IFRS/IAS au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	4 948 725	5 297 452
• Aux établissements de crédit	100 000	119 000
• A la clientèle	4 848 725	5 178 452
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS	558 675	1 582 562
• des établissements de crédit	558 675	1 582 562
• de la clientèle	0	0

ENGAGEMENTS DE GARANTIE	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	10 438 232	12 020 943
• d'ordre des établissements de crédit	3 285 561	3 914 684
• d'ordre de la clientèle	7 152 671	8 106 259
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	7 212 117	9 129 907
• des établissements de crédit	7 212 117	9 129 892
• de l'état et d'autres organismes de garantie	0	15

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 31/12/2010

ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR :	En milliers de DH		
	INTEGRATION PROPORTIONNELLE	MISE EN EQUIVALENCE	INTÉGRATION GLOBALE
ACTIF			
Prêts, avances et titres			4 468 226
Comptes ordinaires			146 680
Prêts			3 987 309
Titres			334 237
Opération de location financement			
Actif divers			28 562
TOTAL			4 496 788
PASSIF			
Dépôts		558 571	146 680
Comptes ordinaires		32 116	146 680
Autres emprunts		526 455	
Dettes représentées par un titre			334 237
Passif divers			4 015 871
TOTAL		558 571	4 496 788
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE			
Engagements donnés			5 383 586
Engagements reçus		5 189	5 383 586

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 31/12/2010

	En milliers de DH					
	BANQUE DE DÉTAIL	SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES	BANQUE OFFSHORE	SOCIÉTÉ DE GESTION D'ACTIFS	AUTRES	TOTAL
TOTAL BILAN	53 294 706	6 087 746	6 735 175	44 271	140 240	66 302 138
dont						
ÉLÉMENTS D'ACTIF						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	783 127	0	0	0	0	783 127
Actifs disponibles à la vente	2 913 882	0	143 283	29 958	43 142	3 130 263
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 852 853	912	79 034	0	0	3 932 799
Prêts et créances sur la clientèle	40 210 348	5 914 747	6 488 407	10 114	5 475	52 629 091
Immobilisations corporelles	1 249 375	570	8 054	490	66 409	1 324 897
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	751 259	399 277	6 189 174	0	28	7 339 738
Dettes envers la clientèle	41 947 138	509 764	186 416	0		42 643 318
Provisions techniques des contrats d'assurance						0
Dettes subordonnées						0
Capitaux propres	6 775 677	478 084	78 338	44 124	-26 577	7 349 646

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL - COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/10

	En milliers de DH						
	BANQUE DE DÉTAIL	SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES	BANQUE OFFSHORE	SOCIÉTÉ DE GESTION D'ACTIFS	AUTRES	ÉLIMINATIONS	TOTAL
MARGE D'INTÉRÊT	2 055 734	187 834	47 291	-10	-6 482	968	2 285 335
MARGE SUR COMMISSIONS	313 720	6 065	4 036	37 328	30 622	-16 553	375 218
PRODUIT NET BANCAIRE	2 651 626	193 608	51 622	38 947	30 213	-117 478	2 848 538
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	939 482	57 502	4 947	11 299	16 664	-18 444	1 011 450
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 338 779	93 634	46 099	26 848	9 206	-99 035	1 415 530
RÉSULTAT NET	794 615	56 754	28 827	18 715	5 963	-99 035	805 840
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	794 615	38 509	28 827	18 715	5 963	-99 035	787 594

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

	En milliers de DH				
	VALEUR DE MISE EN ÉQUIVALENCE	RÉSULTAT	TOTAL BILAN	REVENU (CA)	QUOTE-PART DE RÉSULTAT DANS LES SOCIÉTÉS MEE
SOCIÉTÉS FINANCIÈRE					
SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES	ARVAL MAROC	287	657 669	210 901	140
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE	6 331	287	657 669	210 901	140

COÛT DU RISQUE	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
DOTATIONS AUX PROVISIONS	-696 196	-508 445
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-672 351	-462 529
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature		-3 837
Autres provisions pour risques et charges	-23 845	-42 079
REPRISES DE PROVISIONS	506 586	263 387
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	500 637	249 938
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature		
Reprise des autres provisions pour risques et charges	5 949	13 449
VARIATION DES PROVISIONS	-106 718	-97 319
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-108 122	-98 387
Décote sur les crédits restructurés		
Récupérations sur prêts et créances amorties	1 404	1 068
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
COÛT DU RISQUE	-296 329	-342 376

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 31/12/2010

ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR :	En milliers de DH		
	INTEGRATION PROPORTIONNELLE	MISE EN EQUIVALENCE	INTÉGRATION GLOBALE
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			234 295
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		21 649	235 263
COMMISSIONS (PRODUITS)			40 597
COMMISSIONS (CHARGES)			28 396
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES		1 379	
PRESTATIONS DE SERVICES RECUES		1 882	14 091
LOYERS RECUS		1 014	2 858

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/10	31/12/09
CAPITAL EN (DH)	1 327 884 000	1 327 884 000
NOMBRE D'ACTIONNAIRES	13 278 840	13 278 840
RÉSULTAT PART GROUPE (KDH)	787 594	747 270
RÉSULTAT PAR ACTION (DH)	59	56

Avis de convocation des actionnaires



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

Mesdames et messieurs les actionnaires de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie par abréviation BMCI, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 1.327.884.300,00 Dirhams, dont le Siège Social est à Casablanca - 26, Place des Nations Unies, immatriculée, à Casablanca, au Registre du Commerce sous le n° 4091, sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra :

**Le Lundi 02 Mai 2011 à 09H30
à l'Hôtel Hyatt Regency
Place des Nations Unies
Casablanca,**

à l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Conseil de Surveillance ;
- Rapport de gestion du Directoire sur l'exercice 2010 ;
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes du même exercice ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées par la loi ;
- Examen et approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 2010 ;
- Quitus aux membres du Directoire au titre de leur gestion, aux membres du Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux comptes au titre de l'exécution de leur mandat ;
- Affectation des résultats ;
- Fixation du montant des jetons de présence pour l'exercice 2010 ;
- Renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes ;
- Renouvellement de la décision d'achat en Bourse par la Banque d'une partie de ses propres actions ;
- Pouvoirs à conférer ;
- Questions diverses.

IMPORTANT :

- Il est à rappeler que pour pouvoir assister à cette Assemblée Générale Ordinaire :
 - Les propriétaires d'actions au porteur devront déposer ou faire adresser par leur banque au siège social, cinq jours avant la réunion, les attestations constatant leur inscription en compte auprès d'un intermédiaire financier habilité.
 - Les titulaires d'actions nominatives devront avoir été préalablement inscrits en compte, soit en nominatif pur ou en nominatif administré, cinq jours avant la réunion, ils seront admis à cette assemblée sur simple justification de leur identité.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. Leurs demandes doivent parvenir au siège social en recommandé avec accusé de réception (au Secrétariat de la Direction Générale de la BMCI à Casablanca - 26, Place des Nations Unies).

PROJET DE TEXTE DES RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil de Surveillance, du rapport de gestion du Directoire et du rapport des Commissaires aux comptes, approuve lesdits rapports.

Elle approuve les comptes, le bilan et le compte de produits et charges de l'exercice 2010, tels qu'ils lui ont été présentés et se soldant par un bénéfice net comptable de 818 302 385,11 dirhams.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes, sur les conventions visées à l'article 95 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, approuve ledit rapport.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, par suite de l'adoption des résolutions qui précèdent, donne quitus entier et sans réserve aux membres du Directoire, du Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux comptes pour l'accomplissement de leurs mandats pendant l'exercice écoulé.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice 2010, s'élevant à la somme de 818 302 385,11 dirhams :

AFFECTATION	MONTANT (EN DIRHAMS)
• Réserve légale (minimum légal déjà atteint)	0,00
RESTE	818 302 385,11
• Réserve non distribuable	35 000 000,00
RESTE	783 302 385,11
• Report à nouveau au 31/12/2009	1 598 311 487,26
TOTAL	2 381 613 872,37
• Dividendes : (13 278 843 actions x 25,00 DH = 331 971 075,00)	331 971 075,00
RESTE à reporter à nouveau	2 049 642 797,37

Du fait de cette affectation, le dividende de l'exercice 2010 est fixé à 25,00 Dirhams par action.

Il sera mis en paiement à partir du 01 juin 2011 au siège social de la BMCI.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer le montant des jetons de présence, à allouer aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2010, à un montant global brut de 3 900 000,00 dirhams.

Le Conseil de Surveillance répartira cette somme entre ses membres dans les proportions qu'il jugera convenables.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate l'arrivée à échéance du mandat des Commissaires aux comptes :

• LE CABINET MAZARS MASNAOUI,

représenté par M. Kamal MOKDAD
104 bis, Bd Abdelmoumen
20 340 Casablanca

• LA SOCIETE PwC MAROC,

Anciennement JPC AUDIT,
représentée par M. M'hamed BOURAQADI SAADANI
35, Rue Aziz Bellal - Maârif
20 330 Casablanca

Elle décide de renouveler leur mandat pour une nouvelle durée de 3 (trois) exercices et qui expirera lors de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2013.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, agissant aux termes de l'article 281 de la loi n°17-95, relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, et après avoir entendu lecture du rapport du Conseil de surveillance, a examiné l'ensemble des éléments contenus dans la notice d'information, et en vue de régulariser le marché des actions BMCI en Bourse, autorise expressément le renouvellement du programme de rachat par BMCI de ses propres actions en bourse arrêté par le Directoire.

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe ainsi les modalités de ce programme de rachat comme suit :

• Prix maximum d'achat	1 250,00 dirhams
• Prix minimum de vente	900,00 dirhams
• Nombre maximum d'actions à acquérir	5 % du capital, soit 663 942 actions
• Délai d'autorisation	1 an

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs sans exception ni réserve au Directoire à l'effet de procéder, dans le cadre des limites fixées ci-dessus, à l'exécution de ce programme de rachat des actions aux dates et conditions qu'il jugera opportunes.

L'Assemblée Générale décide que la présente autorisation prendra effet à compter du 21 mai 2011.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités prévues par la loi.

Le Conseil de Surveillance



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

Communication financière

COMPTES SOCIAUX

au 31 décembre 2010





NOTE DE PRESENTATION DES REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1 PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. La présentation des états de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES CRÉANCES

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours : Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Etablissements de crédit, clientèle).
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTÈLE

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,

Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit.
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions au Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Au 31 décembre 2010, aucun titre n'est classé dans la catégorie des titres d'investissements; en effet, la Banque a procédé au reclassement de la totalité de son portefeuille de titres d'investissement en titres de placement afin d'harmoniser la classification des titres entre les comptes sociaux et les comptes consolidés, en conformité avec les dispositions de la section 2 « opération sur titres » du PCEC mis à jour, en vigueur à compter du 01/01/2008.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation.

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en Dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.8 LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

NATURE	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Droit au bail	non amortissable
Logiciels informatiques	7 ans
Logiciels informatiques (logiciels acquis depuis 2004)	5 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

NATURE	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Terrains d'exploitation	non amortissables
Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans
Matériel informatique :	
Grosse informatique	10 ans
Micro informatique	7 ans
Micro informatique (matériel acquis depuis 2004)	5 ans

1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartirregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

INTÉRÊTS

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

COMMISSIONS

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.

Comptes sociaux au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

BILAN ACTIF	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	7 029 347	6 774 925
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	39 363 831	38 877 300
Crédits de trésorerie et à la consommation	16 202 070	16 372 471
Crédits à l'équipement	8 420 347	8 767 360
Crédits immobiliers	12 978 596	12 249 382
Autres crédits	1 762 817	1 488 086
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	978 589	1 048 300
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	5 300 295	6 147 845
Bons du trésor et valeurs assimilées	3 934 030	4 846 276
Autres titres de créance	1 302 465	1 239 355
Titres de propriété	63 800	62 214
AUTRES ACTIFS	207 161	278 084
TITRES D'INVESTISSEMENT	0	0
Bons du trésor et valeurs assimilées	0	0
Autres titres de créance	0	0
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	302 885	298 797
CRÉANCES SUBORDONNÉES	0	0
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	195 698	123 897
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 179 662	1 119 854
TOTAL DE L'ACTIF	58 449 297	57 624 106

HORS BILAN	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
ENGAGEMENTS DONNES	20 484 658	21 338 488
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	100 000	119 000
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 742 938	4 790 366
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	8 662 445	9 038 458
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 876 055	6 980 115
Titres achetés à réméré	0	0
Autres titres à livrer	103 220	410 549
ENGAGEMENTS RECUS	7 588 813	10 384 234
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	558 675	1 130 400
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 958 412	8 843 257
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	0	15
Titres vendus à réméré	0	0
Autres titres à recevoir	71 726	410 561

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/10 AU 31/12/10	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 724 339	3 572 050
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	103 171	102 705
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 668 517	2 604 079
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	126 771	98 758
Produits sur titres de propriété	113 785	101 105
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	0	0
Commissions sur prestations de service	344 812	331 074
Autres produits bancaires	367 283	334 330
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-1 098 503	-1 159 075
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-46 046	-48 363
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-565 074	-598 850
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-257 681	-306 995
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	0	0
Autres charges bancaires	-229 702	-204 867
PRODUIT NET BANCAIRE	2 625 835	2 412 975
Produits d'exploitation non bancaire	1 900	2 150
Charges d'exploitation non bancaire	-1 935	-981
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-1 065 508	-998 326
Charges de personnel	-577 504	-541 180
Impôts et taxes	-26 387	-20 787
Charges externes	-330 566	-311 276
Autres charges générales d'exploitation	-12	-114
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-131 038	-124 968
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURABLES	-444 012	-356 238
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-315 962	-204 693
Pertes sur créances irrécouvrables	-103 270	-97 395
Autres dotations aux provisions	-24 780	-54 150
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	244 497	194 505
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	203 211	180 021
Récupérations sur créances amorties	1 404	1 068
Autres reprises de provisions	39 883	13 416
RESULTAT COURANT	1 360 777	1 254 085
Produits non courants	3 152	15 066
Charges non courantes	-106 466	-23 396
RESULTAT AVANT IMPÔTS	1 257 463	1 245 754
Impôts sur les résultats	-439 161	-438 770
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	818 302	806 985
TOTAL PRODUITS	3 973 887	3 783 770
TOTAL CHARGES	-3 155 585	-2 976 785
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	818 302	806 985

BILAN PASSIF	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	0	0
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉES	758 883	1 864 246
A vue	263 463	175 517
A terme	495 420	1 688 729
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	41 972 677	40 788 845
Comptes à vue créditeurs	24 241 917	22 319 404
Comptes d'épargne	5 871 042	5 626 301
Dépôts à terme	10 705 648	11 398 770
Autres comptes créditeurs	1 154 071	1 444 370
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	7 193 526	6 451 038
Titres de créance négociables	7 193 526	6 451 038
Emprunts obligataires	0	0
Autres titres de créance émis	0	0
AUTRES PASSIFS	1 272 577	1 517 805
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	189 799	73 287
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	35 000
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	0	0
DETTES SUBORDONNÉES	0	0
ECARTS DE RÉÉVALUATION	0	0
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 317 336	3 312 907
CAPITAL	1 327 884	1 327 884
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	0	0
REPORT À NOUVEAU (+/-)	1 598 311	1 446 109
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	0	0
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	818 302	806 985
TOTAL DU PASSIF	58 449 297	57 624 106

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/10 AU 31/12/10	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS		
(+) Intérêts et produits assimilés	2 898 459	2 805 541
(-) Intérêts et charges assimilées	868 802	954 208
MARGE D'INTERET	2 029 658	1 851 333
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	0
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	0
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	0	0
(+) Commissions perçues	348 063	333 955
(-) Commissions servies	34 342	31 887
MARGE SUR COMMISSIONS	313 721	302 068
(±) Résultats des opérations sur titres de transaction	86 198	90 913
(±) Résultats des opérations sur titres de placement	-670	7 645
(±) Résultats des opérations de change	153 032	143 114
(±) Résultats des opérations sur produits dérivés	13 709	2 141
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	252 268	243 812
(+) Divers autres produits bancaires	116 769	102 925
(-) Diverses autres charges bancaires	86 580	87 162
PRODUIT NET BANCAIRE	2 625 835	2 412 975
(±) Résultats des opérations sur immobilisations financières	-582	-16 082
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	1 394	2 150
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	1 910	981
(-) Charges générales d'exploitation	1 065 508	998 326
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 559 229	1 399 736
(±) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-214 617	-120 999
(±) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	16 165	-24 653
RESULTAT COURANT	1 360 777	1 254 085
RESULTAT NON COURANT	-103 314	-8 331
(-) Impôts sur les résultats	439 161	438 770
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	818 302	806 985

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	818 302	806 985
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	131 038	124 968
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1 063	16 082
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	22 660	38 068
(+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
(+) Dotations non courantes	1 543	0
(-) Reprises de provisions	-40 498	-19 586
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	-427
(+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	9
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	-506	0
(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	25	0
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	933 627	966 098
- Bénéfices distribués	650 353	449 257
AUTOFINANCEMENT	283 274	516 841

CRÉANCES SUBORDONNÉES AU 31/12/2010	En milliers de DH					
	MONTANT			DONT ENTREPRISES LIÉES ET APPARENTÉES		
	31/12/N	31/12/N-1	31/12/N	31/12/N-1	NET 5	NET 6
CRÉANCES	BRUT 1	PROV 2.	NET 3	NET 4	NET 5	NET 6
Créances subordonnées aux Etablissements de crédit et assimilés				NEANT		
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

Comptes sociaux au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

DETAIL DES AUTRES ACTIFS		En milliers de DH	
ACTIF	31/12/10	31/12/09	
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	-	-	
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	37 064	73 617	
DEBITEURS DIVERS	50 522	45 224	
Sommes dues par l'Etat	41 883	39 449	
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	
Sommes diverses dues par le personnel	5 742	3 166	
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	
Divers autres débiteurs	2 897	2 609	
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	5 333	5 298	
COMPTES DE REGULARISATION	114 242	153 946	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	13 216	14 570	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	24 274	30 407	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	51 597	57 242	
Autres comptes de régularisation	25 154	51 727	
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES	-	-	
TOTAL	207 161	278 084	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES		En milliers de DH	
ENGAGEMENTS	31/12/10	31/12/09	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	20 484 658	21 338 488	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	100 000	119 000	
- Crédits documentaires import	-	-	
- Acceptations ou engagements de payer	-	-	
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
- Autres engagements de financement donnés	100 000	119 000	
Engagements de financement en faveur de la clientèle	4 742 938	4 790 366	
- Crédits documentaires import	3 025 981	2 463 384	
- Acceptations ou engagements de payer	398 357	774 075	
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
- Autres engagements de financement donnés	1 318 600	1 552 907	
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit et assimilés	8 662 445	9 038 458	
- Crédits documentaires export confirmés	89 538	503 170	
- Acceptations ou engagements de payer	13 053	172 261	
- Garanties de crédits données	-	-	
- Autres cautions, avals et garanties donnés	8 559 854	8 363 027	
- Engagements en souffrance	-	-	
Engagements de garantie de l'ordre de la clientèle	6 876 055	6 980 115	
- Garanties de crédits données	-	-	
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	3 643 492	3 712 914	
- Autres cautions et garanties données	3 232 563	3 267 201	
- Engagements en souffrance	-	-	
AUTRES TITRES A LIVRER	103 220	410 549	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	7 588 813	10 384 233	
Engagements de financement recus d'établissements de crédit et assimilés	558 675	1 130 400	
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Autres engagements de financement reçus	558 675	1 130 400	
Engagements de garantie recus d'établissements de crédit et assimilés	6 958 412	8 843 257	
- Garanties de crédits	-	-	
- Autres garanties reçues	6 958 412	8 843 257	
Engagements de garantie recus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	15	
- Garanties de crédits	-	-	
- Autres garanties reçues	-	15	
Autres titres à recevoir	71 726	410 561	

COMMISSIONS AU 31/12/2010		En milliers de DH	
COMMISSIONS		MONTANT	
COMMISSIONS PERCUES :		348 063	
sur opérations de change		3 250	
sur opérations sur titres		9 196	
sur engagements sur titres		1	
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		37 816	
sur moyens de paiement		95 067	
sur activités de conseil et d'assistance		19 111	
sur ventes de produits d'assurances		15 022	
Commissions de fonctionnement de compte		30 066	
Commissions sur prestations de service sur crédit		31 185	
sur autres prestations de service		107 349	
COMMISSIONS VERSEES :		34 342	
sur opérations de change		120	
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		-	
sur produits dérivés		-	
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		-	
sur moyens de paiement		29 766	
sur activités de conseil et d'assistance		-	
sur ventes de produits d'assurances		-	
sur autres prestations de service		4 456	

ETAT DES DEROGATIONS AU 31/12/2010		En milliers de DH	
INDICATIONS DE DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS	
Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT		NEANT
Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT		NEANT
Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT		NEANT

DETAIL DES AUTRES PASSIFS		En milliers de DH	
PASSIF	31/12/10	31/12/09	
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	751	1 617	
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	25 762	28 589	
CREDITEURS DIVERS	208 124	279 290	
Sommes dues à l'Etat	150 822	221 761	
Sommes dues aux organismes de prévoyance	24 365	27 990	
Sommes diverses dues au personnel	-	-	
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	1 658	1 491	
Fournisseurs de biens et services	15 156	13 328	
Divers autres créditeurs	16 124	14 720	
COMPTES DE REGULARISATION	1 037 940	1 208 309	
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	999	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	965 326	908 396	
Charges à payer et produits constatés d'avance	51 649	45 404	
Autres comptes de régularisation	20 965	253 510	
TOTAL	1 272 577	1 517 805	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 31/12/2010		En milliers de DH	
CATEGORIE DES TITRES		PRODUITS PERCUS	
Titres de participation		3 603	
Participations dans les entreprises liées		110 182	
Titres de l'activité de portefeuille		0	
Emplois assimilés		0	
TOTAL		113 785	

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 31/12/2010		En milliers de DH	
ENGAGEMENTS DONNES		MONTANTS	
Titres achetés à réméré		NEANT	
Autres titres à livrer		103 220	
ENGAGEMENTS RECUS			
Titres vendus à réméré		NEANT	
Autres titres à recevoir		71 726	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE AU 31/12/2010		En milliers de DH	
BILAN		MONTANT	
ACTIF:		2 214 999	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		22 126	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		2 089 692	
Créances sur la clientèle		1 284	
Titres de transaction et de placement et investissement		55 931	
Autres actifs		61	
Titres de participation et emplois assimilés		45 905	
Créances subordonnées		-	
Immobilisations données en crédit-bail et location		-	
Immobilisations incorporelles et corporelles		-	
PASSIF:		2 214 999	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		0	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		251 367	
Dépôts de la clientèle		517 112	
Titres de créance émis		-	
Autres passifs		1 446 520	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		-	
Dettes subordonnées		-	
HORS BILAN:			
Engagements donnés		10 538 030	
Engagements reçus		617 630	

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES AU 31/12/10		En milliers de DH			
TITRES		OPERATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPERATIONS	
		31/12/10	31/12/09	31/12/10	31/12/09
OPERATIONS DE CHANGE A TERME		3 460 141	3 135 621		
Devises à recevoir		1 738 467	1 567 438		
Dirhams à livrer		-	-		
Devises à livrer		1 721 674	1 568 183		
Dirhams à recevoir		-	-		
Dont swaps financiers de devises		-	-		
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES		4 213	2 586		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt		-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt		-	-		
Engagements sur marchés réglementés de cours de change		4 213	2 586		
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change		-	-		
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments		-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments		-	-		
TOTAL		3 464 354	3 135 621		

Comptes sociaux au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2010

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES **MONTANT**

AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES **137 581**

Autres produits bancaires 367 283

Autres charges bancaires 229 702

COMMENTAIRES

Dont gains sur titres de transaction 128 724

Dont plus-values de cession sur BDT 7 062

Dont Produits sur engagements sur titres 1

Dont Produits sur engagements sur produits dérivés 47 697

Dont produits sur opérations de change 178 204

Dont Divers autres Produits bancaires 2 984

Dont reprises de provision p/dep des titres de placement 2 611

Dont pertes sur titres de transaction 42 526

Dont MOINS-values de cession sur BDT 5 193

Dont charges sur moyens de paiement 29 766

Dont autres charges sur prestations de service 4 456

Dont charges sur engagements de titres 0

Dont charges sur produits dérivés 33 988

Dont pertes sur opérations de change 22 042

Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts 76 539

Dont dotations aux prov depreciait des titres de placement 5 151

DIVERSES CHARGES BANCAIRES 10 041

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE **MONTANT**

PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE **1 900**

CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE **1 935**

COMMENTAIRES

• Produits

-dont produits sur valeurs et emplois divers 0

-dont plus-values de cession sur immobilisations financières 0

-dont plus-values de cession sur immobilisations incorp et corporelles 506

-dont produits accessoires 972

-dont autres produits d'exploitation non bancaire 422

• Charges

- dont autres charges sur valeurs et emplois divers 1 910

- dont moins-values de cession sur immobilisations. 25

AUTRES CHARGES **MONTANT**

DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES **444 012**

COMMENTAIRES

Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance 315 962

Dont pertes sur créances irrécouvrables 103 270

Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières 1 063

Dont dotations aux provisions pour risques d'exécut d'engag par signature 0

Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges 23 717

Dont dotations aux provisions réglementées 0

AUTRES PRODUITS **MONTANT**

REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES **244 497**

COMMENTAIRES

dont reprise de provisions pour créances en souffrance 203 211

dont récupérations sur créances amorties 1 404

Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières 0

dont reprise de provisions pour risque d'exécut d'engag p signat 0

dont reprise de provisions pour autres risques et charges 4 882

dont reprise de provisions réglementées 35 000

PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS **MONTANT**

PRODUITS NON COURANTS **3 152**

CHARGES NON COURANTES **106 466**

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 31/12/2010

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES **MONTANT**

PRODUITS **361 048**

Gains sur les titres de transaction 128 724

Plus value de cession sur titres de placement 7 062

Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement 2 611

Gains sur les produits dérivés 47 697

Gains sur les opérations de change 174 954

CHARGES **108 780**

Pertes sur les titres de transaction 42 526

Moins value de cession sur titres de placement 5 193

Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement 5 151

Pertes sur les produits dérivés 33 988

Pertes sur opérations de change 21 922

RESULTAT **252 268**

COMMENTAIRES

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 31/12/2010

En milliers de DH

TITRES **ETABLISSEMENT DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS** **EMETTEURS PUBLICS** **FINANCIERS** **NON FINANCIERS** **TOTAL AU 31/12/2010** **TOTAL AU 31/12/2009**

TITRES COTES

Bons du trésor et valeurs assimilées

Obligations 0

Autres titres de créance

Titres de propriété 0

TITRES NON COTES

Bons du trésor et valeurs assimilées 3 883 431

Obligations 0

Autres titres de créance 1 271 534

Titres de propriété 51 957

TOTAL **1 323 491** **3 883 431** **28** **24 751** **5 231 701** **6 089 200**

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2010

En milliers de DH

CHARGES **Montant**

CHARGES DE PERSONNEL **577 504**

COMMENTAIRES

Dont salaires et appointements 328 275

Dont primes et gratifications 122 409

Dont charges d'assurances sociales 69 631

Dont charges de retraite 34 020

Dont charges de formation 9 786

Dont autres charges de personnel 13 383

IMPOTS ET TAXES **26 388**

COMMENTAIRES

Taxe urbaine et taxe d'édilité 3 182

Patente 18 346

Droits d'enregistrements 10

Timbres fiscaux et formules timbrées 217

Taxe sur les véhicules 13

Autres impôts, taxe et droits assimilés 4 620

CHARGES EXTERNES **330 566**

COMMENTAIRES

Dont loyers de crédit-bail et de location 51 530

Dont frais d'entretien et de réparation 21 640

Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires 35 171

Prime d'assurance 1 490

Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible 21 058

Dont transports et déplacements 39 853

Mission et réception 5 800

Dont publicité et publication 26 853

Frais postaux et télécommunications 76 133

frais de recherche et de documentation 366

frais de conseils et d'assemblée 597

Dons et cotisations 4 579

Fournitures de bureau et imprimés 17 799

Dont autres charges externes 27 697

AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION **12**

COMMENTAIRES

Dont pénalités et débits 2

Dont diverses autres charges générales d'exploitation 10

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS

INCORPORABLES ET CORPORELLES **131 038**

COMMENTAIRES

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2010

En milliers de DH

CAPITAUX PROPRES **ENCOURS** **AFFECTATION** **AUTRE** **ENCOURS**

31/12/2009 **DU RESULTAT** **VARIATIONS** **31/12/2010**

Ecarts de réévaluation

Réserves et primes liées au capital **3 312 907** **4 429** **0** **3 317 336**

Réserve légale 128 359 4 429 132 788

Autres réserves 331 714 0 331 714

Primes d'émission, de fusion et d'apport 2 852 834 0 2 852 834

Capital **1 327 884** **0** **0** **1 327 884**

Capital appelé 1 327 884 0 1 327 884

Capital non appelé

Certificats d'investissement

Fonds de dotations

Actionnaires / Capital non versé

Report à nouveau (+/-) **1 446 109** **152 202** **1 598 311**

Résultat net de l'exercice 2009 **806 985**

Résultat net de l'exercice 2010 **818 302**

TOTAL **6 893 885** **7 061 833**

COMMENTAIRES

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 31/12/2010

En milliers de DH

TITRES **ETABLISSEMENT DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS** **EMETTEURS PUBLICS** **FINANCIERS** **NON FINANCIERS** **TOTAL AU 31/12/2010** **TOTAL AU 31/12/2009**

TITRES COTES

Bons du trésor et valeurs assimilées

Obligations 0

Autres titres de créance

Titres de propriété 0

TITRES NON COTES

Bons du trésor et valeurs assimilées 3 883 431

Obligations 0

Autres titres de créance 1 271 534

Titres de propriété 51 957

TOTAL **1 323 491** **3 883 431** **28** **24 751** **5 231 701** **6 089 200**

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus

Comptes sociaux au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2010

En milliers de DH

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVÉ			TOTAL AU 31/12/10	TOTAL AU 31/12/09
		ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
COMPTES DE TRESORERIE	102 369	33 105	13 906 839	1 265 730	15 308 043	15 355 467
Comptes à vue débiteurs	92 265	33 105	7 280 249	1 200 627	8 606 246	8 798 663
Créances commerciales sur le Maroc	5 196	0	4 650 570	22 686	4 678 452	4 207 094
Crédits à l'exportation			111 851		111 851	112 706
Autres crédits de trésorerie	4 908		1 864 169	42 417	1 911 494	2 237 004
CREDITS A LA CONSOMMATION			233	811 405	811 638	958 037
CREDITS A L'EQUIPEMENT	347 292		7 914 744	71 831	8 333 867	8 687 370
CREDITS IMMOBILIERS			1 875 674	11 081 988	12 957 662	12 230 906
AUTRES CREDITS	560 000		7 650	681 190	1 248 840	1 181 299
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			978 589		978 589	1 048 300
INTERETS COURUS A RECEVOIR		0	169 871	20 934	190 805	157 433
CREANCES EN SOUFFRANCE	0	0	356 729	156 247	512 976	306 788
Créances pré-douteuses			0	0	0	0
Créances douteuses			78 063	38 629	116 692	0
Créances compromises	0	0	278 666	117 618	396 284	306 788
TOTAL	1 009 661	33 105	25 210 329	14 089 325	40 342 420	39 925 600

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2010

En milliers de DH

CREANCES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC				TOTAL AU 31/12/10	TOTAL AU 31/12/09
	BANK AL MAGHRIB TRÉSOR PUBLIC CHÈQUES POSTAUX	BANQUE AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER		
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	3 445 735	0	105 593	134 446	3 685 774	2 947 889
VALEURS RECUES EN PENSION	0	0	0	0	0	7 693
-au jour le jour			0		0	0
-à terme			0		0	7 693
PRETS DE TRESORERIE	0	1 679 122	2 861 129	283 564	4 823 815	4 006 165
-au jour le jour	0	0	2 129	0	2 129	1 243
-à terme	0	1 679 122	2 859 000	283 564	4 821 686	4 004 922
PRETS FINANCIERS		149 685	1 769 250	0	1 918 935	2 212 834
AUTRES CREANCES		32 541	0	25	32 566	38 441
INTERETS COURUS A RECEVOIR		0	11 875	1 964	13 839	12 990
TOTAL	3 445 735	1 861 348	4 747 847	419 999	10 474 929	9 226 012

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2010

En milliers de DH

DETTES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC				TOTAL AU 31/12/10	TOTAL AU 31/12/09
	BANK AL MAGHRIB TRÉSOR PUBLIC CHÈQUES POSTAUX	BANQUE AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER		
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS			4 195	140 756	144 951	66 581
VALEURS DONNEES EN PENSION	202 901	0	0	0	202 901	1 201 712
-au jour le jour					0	0
-à terme	202 901		0		202 901	1 201 712
EMPRUNTS DE TRESORERIE	0	5 222	0	131 237	136 459	254 557
-au jour le jour				41 849	41 849	245 000
-à terme		5 222		89 388	94 610	9 557
EMPRUNTS FINANCIERS	12 170			11 034	23 204	28 438
AUTRES DETTES		126 246	131		126 377	223 163
INTERETS COURUS A PAYER	8 969		1 707	114 315	124 991	89 795
TOTAL	224 040	131 468	6 033	397 342	758 883	1 864 246

DEPOT DE LA CLIENTELE AU 31/12/2010

En milliers de DH

DEPOTS	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVÉ			TOTAL AU 31/12/10	TOTAL AU 31/12/09
		ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
COMPTES A VUE CREDITEURS	453 389	282 725	6 299 882	17 172 730	24 208 726	22 297 729
COMPTE D'EPARGNE	0	0	0	5 871 042	5 871 042	5 626 259
DEPOTS A TERME	392 450	354 900	1 497 113	7 443 589	9 688 052	10 110 260
AUTRES COMPTES CREDITEURS	1169	499 635	1 347 028	209 401	2 057 233	2 628 397
INTERETS COURUS A PAYER		16 184	13 294	118 146	147 624	126 200
TOTAL	847 008	1 153 444	9 157 317	30 814 908	41 972 677	40 788 845

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 31/12/2010

En milliers de DH

VALEURS ET SÛRETÉS RECUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT		MONTANTS DES CRÉANCES ET DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS COUVERTS
		LES CRÉANCES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉES	LES CRÉANCES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉES	
Bons du trésor et valeurs assimilées			Pension à terme BAM Pension à terme clientèle Pension à terme Ets de crédit	0 0 0
Hypothèques	16 378 976			
Autres valeurs et sûretés réelles	23 638 956			
TOTAL	40 017 932			0

VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT		MONTANTS DES DETTES OU ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS COUVERTS
		LES DETTES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS	LES DETTES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS	
Bons du trésor et valeurs assimilées	1 089 056		Pension à terme BAM Pension à terme Ets de crédit Pension à terme clientèle	202 901 0 886 155
Hypothèques				
Autres valeurs et sûretés réelles	135 992		Dépôt effets marché monétaire BAM BDT donnés en garantie CDG	0 135 992
TOTAL	1 225 048			1 225 048

Comptes sociaux au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

TITRES DE CREANCE EMIS AU 31/12/2010

En milliers de DH

NATURE TITRES	DATE DE DE JOUISSANCE	DATE D'ÉCHÉANCE	CARACTERISTIQUES			MONTANT (1)	DONT ENTREPRISES LIÉES	DONT AUTRES APPARENTÉS	MONTANT NON AMORTI DES PRIMES D'ÉMISSION OU DE REMBOURSEMENT
			VALEUR NOMINALE	TAUX NOMINAL	MODE DE REMBOURSEMENT				
			UNITAIRE						
Certificats de dépôt	30/09/10	14/01/11	100	3,70%	Annuel	90 000			
Certificats de dépôt	30/12/10	31/03/11	100	3,65%	Annuel	500 000			
Certificats de dépôt	30/06/10	30/03/11	100	3,75%	Annuel	500 000			
Certificats de dépôt	30/06/10	29/06/11	100	3,75%	Annuel	100 000			
Certificats de dépôt	09/07/10	08/07/11	100	3,75%	Annuel	78 000			
Certificats de dépôt	25/08/10	24/08/11	100	3,82%	Annuel	100 000			
Certificats de dépôt	08/10/10	15/10/11	100	3,85%	Annuel	140 000			
Certificats de dépôt	14/01/10	13/01/11	100	3,95%	Annuel	250 000			
Certificats de dépôt	25/03/10	25/03/11	100	4,00%	Annuel	52 000			
Certificats de dépôt	30/09/10	14/10/11	100	3,91%	Annuel	180 000			
Certificats de dépôt	18/02/10	18/05/11	100	3,90%	Annuel	30 000			
Certificats de dépôt	10/12/10	10/04/12	100	3,78%	Annuel	110 000			
Certificats de dépôt	29/03/10	29/09/11	100	4,15%	Annuel	100 000			
Certificats de dépôt	30/06/10	30/06/12	100	4,10%	Annuel	390 000			
Certificats de dépôt	03/08/10	30/09/12	100	4,20%	Annuel	400 000			
Certificats de dépôt	30/08/10	28/02/13	100	4,23%	Annuel	110 000			
Certificats de dépôt	18/02/08	18/02/11	100	4,30%	Annuel	77 000			
Certificats de dépôt	10/03/08	10/03/11	100	4,30%	Annuel	55 800			
Certificats de dépôt	02/04/08	02/04/11	100	4,30%	Annuel	55 000			
Certificats de dépôt	21/04/08	21/04/11	100	4,30%	Annuel	110 000			
Certificats de dépôt	05/09/08	05/09/11	100	4,50%	Annuel	220 000			
Certificats de dépôt	16/01/09	23/01/12	100	4,50%	Annuel	50 000			
Certificats de dépôt	29/06/10	29/06/13	100	4,14%	Annuel	50 000			
Certificats de dépôt	24/06/10	24/06/13	100	4,14%	Annuel	60 000			
Certificats de dépôt	21/06/10	21/06/13	100	4,14%	Annuel	270 000			
Certificats de dépôt	07/09/10	07/09/13	100	4,30%	Annuel	400 000			
Certificats de dépôt	20/10/10	21/01/14	100	4,30%	Annuel	250 000			
Certificats de dépôt	06/02/08	06/02/12	100	4,45%	Annuel	500 000			
Certificats de dépôt	06/03/06	06/03/11	100	4,45%	Annuel	58 100			
Certificats de dépôt	21/04/06	21/04/11	100	4,40%	Annuel	175 700			
Certificats de dépôt	16/05/06	16/05/11	100	4,30%	Annuel	97 000			
Certificats de dépôt	15/08/06	15/08/11	100	4,05%	Annuel	113 100			
Certificats de dépôt	12/09/06	12/09/11	100	4,05%	Annuel	225 500			
Certificats de dépôt	30/01/08	30/01/13	100	4,60%	Annuel	480 800			
Certificats de dépôt	18/02/08	18/02/13	100	4,50%	Annuel	96 600			
Certificats de dépôt	17/11/06	17/11/11	100	3,80%	Annuel	325 000			
Certificats de dépôt	05/11/10	05/11/15	100	4,35%	Annuel	250 000			
TOTAL						7 049 600			

(1) Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus qui s'élevaient à 143 926 KDH

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31/12/2010

En milliers de DH

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITÉ	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ÉTATS DE SYNTHÈSE DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXERCICE	
						DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE	SITUATION NETTE	RÉSULTAT NET		
PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES										
BMCI-LEASING	crédit bail	80 000	72,03%	74 714	74 714	31/12/10	209 514	53 356		28 813
CETELEM MAROC	crédit à la consommation	126 724	19,79%	63 010	71 389	31/12/10	191 053	4 563		11 146
BMCI CREDIT CONSO	crédit à la consommation	30 000	51%	15 300	15 300	31/12/10	51 680	12 127		5 756
BMCI BANQUE OFFSHORE	banque offshore	5 500	100%	44 302	45 905	31/12/10	80 077	28 937		31 372
BMCI BOURSE	intermédiaire boursier	20 000	100%	20 000	20 000	31/12/10	23 767	1 627		6 094
UPAR	prise de participation	1 500	100%	9 428	1	31/12/10	-2 743	-2 788		
BMCI GESTION	gestion des SICAV	1 000	100%	1 000	1 000	31/12/10	20 938	19 283		17 000
BMCI FINANCE	prise de participation	8 500	100%	8 500	0	31/12/10	5 092	5 863		0
BMCI FONDS	gestion des FCP	1 000	100%	1 000	1 000	31/12/10	1 901	4		0
BMCI ASSURANCE	intermédiaire en assurances	100	100%	100	100	31/12/10	12 482	12 312		10 000
BMCI GESTION SOLIDARITE		1 000	0%	500	500	31/12/10				
FCP BMCI ACTION DI	OPCVM				500	31/12/10				
FCP BMCI GESTION SERENITE	OPCVM				500	31/12/10				
FCP BMCI MONETAIRE PLUS	OPCVM				500	31/12/10				
FCP AXA MONETAIRE	OPCVM				500	31/12/10				
NOVEC					725	31/12/10				
FCP BMCI GESTION DIVERSIF	OPCVM				500	31/12/10				
DELTA RECOUVREMENT	recouvrement des créances	2 000	100%	2 000	733	31/12/10	749	-6		
ARVAL MAROC	location longue durée	30 000	33,34%	27 339	10 002	31/12/10	19 207	287		
Sté Immobil sidi maarouf	société immobilière	10 100	100,0%	10 100	10 100	31/12/10	-17 590	-7 780		
BNP MED INNOV (ex mediha)	Maintenance et devel Inform	46 213	10,00%	13 631	13 631	31/12/10	70 146	555		
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉES										
Centre monétique Interbank	gestion cartes monétiques	100 000	13%	13 000	13 000	31/12/10				
Société Interbank	gestion cartes monétiques	11 500	22%	2 530	2 448	31/12/10				2 530
MMSI (exBDSI)	Maintenance et devel Inform	16 000	11,00%	1 760	1 760	31/12/10	21 162	6 411		
Sté Immobil Interbancaire GBPM	société immobilière	19 005	13,3%	2 534	2 050	31/12/10				
SOGEPID	gest & exploit parc indust	18 000	5%	900	900	31/12/10				225
SOGEPOS		0	0,00%	5 000	5 000	31/12/10				
BNP PARIBAS MED BUSINESS Process	Gestion de process back office	14 600	4,00%	584	584	31/12/10	18 790	3 001		
SCI Romandie	société immobilière			2 930	2 930	31/12/10				
Divers				6 614	6 614	31/12/10				
TOTAL					302 886					112 936

ÉTAT DES CHANGEMENTS DES METHODES AU 31/12/2010

En milliers de DH

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

Comptes sociaux au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2010

En milliers de DH

NATURE	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE (1)	MONTANT DES CÉSSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE (1)	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS			CUMUL	MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
					MONTANT DES AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS SORTIES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	245 177	85 604	0	330 781	121 279	13 804	0	135 083	195 698
Droit au bail	73 241	12 600	0	85 841	0	0	0	0	85 841
Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	171 936	73 004	0	244 940	121 279	13 804	0	135 083	109 857
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 199 239	166 143	0	2 365 382	1 079 383	106 337	0	1 185 720	1 179 662
• Immeubles d'exploitation	1 021 037	30 477	0	1 051 514	275 284	39 336	0	314 620	736 894
Terrain d'exploitation	29 293	0	0	29 293	0	0	0	0	29 293
Immeubles d'exploitation Bureaux	961 662	30 477	0	992 139	263 265	38 141	0	301 406	690 733
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	30 082	0	0	30 082	12 019	1 195	0	13 214	16 868
• Mobilier et matériel d'exploitation	547 657	21 123	0	568 780	445 011	25 345	0	470 356	98 424
Mobilier de bureau d'exploitation	144 795	6 063	0	150 858	103 296	7 901	0	111 197	39 661
Matériel de bureau d'exploitation	54 936	1 240	0	56 176	49 745	4 106	0	53 851	2 325
Matériel informatique	347 331	13 820	0	361 151	291 375	13 338	0	304 713	56 438
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	595	0	0	595	595	0	0	595	0
Autres matériels d'exploitation									
• Autres immobilisations corporelles d'exploitation	578 618	84 459	0	663 077	354 829	40 596	0	395 425	267 652
• Immobilisations corporelles hors exploitation	22 122	5 853	0	27 975	4 259	1 060	0	5 319	22 656
Terrains hors exploitation	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	1 500
Immeubles hors exploitation	18 218	5 627	0	23 845	2 996	876	0	3 872	19 973
Mobilier et matériel hors exploitation	2 404	226	0	2 630	1 263	184	0	1 447	1 183
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS EN COURS	29 805	24 231	0	54 036	0	0	0	0	54 036
TOTAL	2 444 416	251 747	0	2 696 163	1 200 662	120 141	0	1 320 803	1 375 360

Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties des immobilisations

PROVISIONS DU 01/01/2010 AU 31/12/2010

En milliers de DH

PROVISIONS	ENCOURS 31/12/2009	DOTATIONS	REPRISES	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 31/12/2010
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2 199 964	322 698	206 384	33	2 316 246
créances sur les établissements de crédit et assimilés					
créances sur la clientèle	2 153 931	315 962	203 211	33	2 266 649
titres de placement	9 955	5 674	3 128	0	12 500
titres de participation et emplois assimilés	18 742	1 063	45	0	19 760
Autres titres de participations	17 337	0	0	0	17 337
immobilisations en crédit-bail et en location					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	108 287	123 194	41 653	30	189 799
provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	5 397	0	0	0	5 397
provisions pour risques de change	24	0	0	0	24
provisions pour pertes sur marchés à terme	2 822	535	0	0	3 357
provisions pour risques généraux et charges	65 044	122 660	6 653	30	181 021
provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
provisions réglementées	35 000	0	35 000	0	0
TOTAL GENERAL	2 308 252	445 893	248 036	64	2 506 045

MARGE D'INTERET AU 31/12/2010

En milliers de DH

CAPITAUX MOYENS	MONTANT	TAUX DE RENDEMENT MOYEN	COÛT MOYEN
Encours moyens des emplois	43 485 503	5,79%	
Encours moyens des ressources	44 109 226		1,93%
INTERETS	MONTANT 31/12/2010	DONT MONTANT RELATIF	MONTANT 31/12/2009
			VARIATION DUE À AUX EXERCICES PRÉCÉDENTS
L'ÉVOLUTION DU TAUX	L'ÉVOLUTION DES VOLUMES		
Intérêts perçus	2 515 939		2 454 246
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées			
Dont Intérêts sur créances subordonnées			
Intérêts versés	849 936		913 221
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées			
Dont Intérêts sur dettes subordonnées			

Les encours moyens et intérêts 2010 concernent uniquement les volumes de la clientèle y compris les Sociétés de crédit à la consommation (hors créances compromises)

COMMISSIONS

	MONTANT 31/12/2010	DONT MONTANT RELATIF AUX EXERCICES PRÉCÉDENTS
Commissions perçues sur engagements de financement donnés	59 473	
Commissions perçues sur engagements de garantie donnés	101 903	
Commissions versées sur engagements de financement reçus	0	
Commissions versées sur engagements de garantie reçus	4 430	

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31/12/2010

I. DATATION

Date de clôture (1)	31 Décembre 2 010
Date d'établissement des états de synthèse (2)	1er mars 2 011
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATIONS DES EVENEMENTS	
	Favorables	Néant
	Défavorables	Néant

Comptes sociaux au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2010

En milliers de DH

TITRES	VALEURS COMPTABLE BRUTE	VALEUR ACTUELLE	VALEUR DE REMBOURSEMENT	PLUS-VALUES LATENTES	MOINS-VALUES LATENTES	PROVISIONS
TITRES DE TRANSACTION	1 139 448	1 139 339	1 120 157	109	0	0
Bons du trésor et valeurs assimilées	763 649	763 577	749 500	72	0	
Obligations	0	0	0			
Autres titres de créance	323 842	323 805	318 700	37	0	
Titres de propriété	51 957	51 957	51 957			
TITRES DE PLACEMENT	4 151 855	4 092 356	3 765 137	69 612	21 096	-12 502
Bons du trésor et valeurs assimilées	3 163 191	3 119 848	2 785 699	58 399	20 661	-5 605
Obligations	12 964	12 937	12 967	10	13	-30
Autres titres de créance	958 509	947 728	949 281	11 203	422	-1 519
Titres de propriété	17 191	11 843	17 190			-5 348
TITRES D'INVESTISSEMENT	0	0	0	0	0	0
Bons du trésor et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0
Obligations	0	0	0	0	0	0
Autres titres de créance	0	0	0	0	0	0
Titres de propriété	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5 291 303	5 231 695	3 765 137	69 721	21 096	-12 502

Hors intérêts courus à recevoir

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE AU 31/12/2010

En milliers de DH

	ACTIVITE I XXXXXXXX	ACTIVITE II XXXXXXXX	ACTIVITE III XXXXXXXX	ACTIVITE IV XXXXXXXX	TOTAL
PRODUIT NET BANCAIRE					2 625 835
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION					1 559 229
RÉSULTAT AVANT IMPÔT					1 257 463

Le système d'information actuel de la banque ne permet pas le découpage des résultats par activité.

Cette analyse serait faisable dans le cadre du nouveau système d'information en cours de déploiement au sein de la banque.

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET

En milliers de DH
EXERCICE AU 31/12/10

INTITULES	MONTANT	MONTANT
I.RESULTAT NET COMPTABLE	818 302	
Bénéfice net	818 302	
Perte nette		
II.REINTEGRATIONS FISCALES	521 858	
1. COURANTES	11 315	
-Cadeaux à la clientèle	2 619	
-Redevances et locations non déductibles	250	
-Pénalités et amendes	2	
-Dons, subventions et cotisations	896	
-Sponsoring & Mécénat culturel	5 312	
-Frais de réception et événements exceptionnels	2 237	
-Charges du personnel non déductibles	0	
2. NON COURANTES	510 543	
-IS	439 161	
-Pertes sur créances et comptes soldés (non couvertes par des provisions)	6 383	
-Charges non courantes	65 000	
III.DEDUCTIONS FISCALES		153 240
1. COURANTES		113 305
-Dividendes		113 305
2. NON COURANTES		39 936
-Reprise de provision pour investissement		35 000
-Reprise de provision pour litiges et autres		4 936
TOTAL	1 340 160	153 240
III.RESULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		1 186 920
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V.REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		
VI.RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C) ou déficit net fiscal (B)		1 186 920
VII.CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII.CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 31/12/2010

En milliers de DH

TITRES	NOMBRE DE TITRES		MONTANTS H	
	31/12/10	31/12/09	31/12/10	31/12/09
Titres dont l'établissement est dépositaire			57 800 000	52 338 539
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM domiciliée dont l'établissement est dépositaire			12 255 000	11 536 040
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

Comptes sociaux au 31 décembre 2010



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2010 AU 31/12/2010

	En milliers de DH	
	31/12/10	31/12/09
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	3 598 535	3 486 571
2. (+) Récupérations sur créances amorties	1 404	1 068
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	1 900	1 723
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-1 320 990	-1 345 272
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-1 910	-973
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-934 470	-998 326
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-439 161	-438 770
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	905 308	706 021
Variation des :		
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-254 422	1 416 051
9. (±) Créances sur la clientèle	-416 820	-605 956
10. (±) Titres de transaction et de placement	847 550	-1 874 327
11. (±) Autres actifs	70 923	166 068
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-1 105 363	-55 321
14. (±) Dépôts de la clientèle	1 183 832	-693 778
15. (±) Titres de créance émis	742 488	-1 795 970
16. (±) Autres passifs	-245 228	24 486
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	822 960	-3 418 747
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	1 728 268	-2 712 726
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	148 540
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	419
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-3 225	-4 622
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-251 747	-159 389
21. (+) Intérêts perçus		
22. (+) Dividendes perçus	113 785	100 630
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-141 187	85 578
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24. (+) Variation de dettes subordonnées	-	-
25. (+) Emission d'actions	-	-
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. (-) Intérêts versés		
28. (-) Dividendes versés	-650 353	-130 352
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-650 353	-130 352
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	936 728	-2 757 500
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 955 103	5 712 603
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	3 891 831	2 955 103

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2010

NATURE	DATE DE CESSION		MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	VALEUR NETTE COMPTABLE	PRODUIT DE CESSION	PLUS-VALUES DE CESSION	MOINS-VALUES DE CESSION
	OU DE RETRAIT							
Droit au bail								
Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation								
Logiciel informatique								
Immeubles exploitation bureau								
Immeubles hors exploitation								
Terrain exploitation								
Agencement Aménagement et Installation								
Agencement Aménagement et Installation								
Mobilier de bureau								
Matériel roulant								
Matériel roulant de fonction								
Matériel de bureau								
Immeubles exploitation logement de fonction								
Agencement Aménagement et Installation logement de fonction								
Aménagement nouveaux locaux								
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)								
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)								
Matériel Informatique (GAB & TPE)								
Matériel Informatique (Micro-ordinateurs)								
Télécommunications								
Mobilier logement de fonction								
Terrain hors exploitation								

NÉANT

TOTAL GENERAL

DETTES SUBORDONNEES AU 31/12/2010

Monnaie de l'emprunt	Montant en Monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale	DONT ENTREPRISES LIÉES		DONT AUTRES APPARENTÉS	
							Montant 31/12/10	Montant 31/12/09	Montant 31/12/10	Montant 31/12/09
NEANT										
TOTAL	0					0	0	0	0	

RÉSUMÉ DU RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES - EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2010

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints, de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 7 061 833 KMAD, dont un bénéfice net de 818 302 KMAD.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les Normes de la Profession au Maroc.

BMCI a fait l'objet au cours de l'exercice 2010 d'un contrôle de l'administration fiscale portant sur les exercices 2006 à 2009 inclus, couvrant l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur le revenu. La notification des résultats du contrôle a été effectuée au cours du mois de décembre 2010 et a donné lieu à un provisionnement forfaitaire dans les comptes au 31 décembre 2010. Au stade actuel des procédures, nous ne sommes pas en mesure de conclure sur le niveau de la provision constituée suite à ce redressement fiscal.

Sous réserve de l'incidence sur les comptes du point mentionné ci-dessus, nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE au 31 décembre 2010 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 17 mars 2011

Les Commissaires aux Comptes

PwC MAROC
Anciennement JPC Audit

M'hamed Bouraqadi-Saadani
Associé

MAZARS MASNAOUI

Kamal Mokdad
Associé



Les états financiers consolidés du groupe BNP Paribas sont présentés au titre des deux exercices 2010 et 2009. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe I au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que l'exercice 2008 est

consultable dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 11 mars 2009 sous le numéro D.09-0114.

BILAN AU 31 DECEMBRE 2010	En millions d'euros	
	31/12/10	31/12/09
ACTIF		
Caisse, banques centrales, CCP	33 568	56 076
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	832 945	828 784
Instruments financiers dérivés de couverture	5 440	4 952
Actifs financiers disponibles à la vente	219 958	221 425
Prêts et créances sur les établissements de crédit	62 718	88 920
Prêts et créances sur la clientèle	684 686	678 766
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2 317	2 407
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	13 773	14 023
Actifs d'impôts courants et différés	11 557	12 117
Comptes de régularisation et actifs divers	83 124	103 361
Participations dans les entreprises mises en équivalence	4 798	4 761
Immubles de placement	12 327	11 872
Immobilisations corporelles	17 125	17 056
Immobilisations incorporelles	2 498	2 199
Ecart d'acquisition	11 324	10 979
TOTAL ACTIF	1 998 158	2 057 698
DETTES		
Banques centrales, CCP	2 123	5 510
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	725 105	709 337
Instruments financiers dérivés de couverture	8 480	8 108
Dettes envers les établissements de crédit	167 985	220 696
Dettes envers la clientèle	580 913	604 903
Dettes représentées par un titre	208 669	211 029
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	301	356
Passifs d'impôts courants et différés	3 745	4 762
Comptes de régularisation et passifs divers	65 229	72 425
Provisions techniques des sociétés d'assurance	114 918	101 555
Provisions pour risques et charges	10 311	10 464
Dettes subordonnées	24 750	28 209
TOTAL DETTES	1 912 529	1 977 354
CAPITAUX PROPRES		
Capital et réserves liées	25 659	25 061
Réserves consolidées	40 961	37 433
Résultat de l'exercice, part du Groupe	7 843	5 832
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	74 463	68 326
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	169	1 175
Total Part du Groupe	74 632	69 501
Réserves et résultat des minoritaires	11 293	11 060
Variation d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	(296)	(217)
Total Intérêts minoritaires	10 997	10 843
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	85 629	80 344
TOTAL PASSIF	1 998 158	2 057 698

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2010	En millions d'euros	
	EXERCICE 2010	EXERCICE 2009
Intérêts et produits assimilés	47 388	46 460
Intérêts et charges assimilés	(23 328)	(25 439)
Commissions (produits)	13 857	12 276
Commissions (charges)	(5 371)	(4 809)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	5 109	6 085
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers non évalués en valeur de marché	452	436
Produits des autres activités	30 385	28 781
Charges des autres activités	(24 612)	(23 599)
PRODUIT NET BANCAIRE	43 880	40 191
Charges générales d'exploitation	(24 924)	(21 958)
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 593)	(1 382)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	17 363	16 851
Coût du risque	(4 802)	(8 369)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	12 561	8 482
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	268	178
Gains nets sur autres actifs immobilisés	269	87
Ecart d'acquisition	(78)	253
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	13 020	9 000
Impôt sur les bénéfices	(3 856)	(2 526)
RÉSULTAT NET	9 164	6 474
dont intérêts minoritaires	1 321	642
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	7 843	5 832
Résultat par action	6,33	5,20
Résultat dilué par action	6,32	5,20

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE RELATIFS A L'EXERCICE 2010	En millions d'euros	
	EXERCICE 2010	EXERCICE 2009
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	13 020	9 000
ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET AUTRES AJUSTEMENTS HORS RÉSULTAT	18 832	8 017
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 739	3 534
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation (produit) des écarts d'acquisition	136	(95)
Dotations nettes aux provisions	10 877	15 794
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(269)	(178)
Produits nets des activités d'investissement	288	(39)
Produits nets des activités de financement	(2 303)	(1 200)
Autres mouvements	6 364	(9 799)
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE LIÉE AUX ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	(34 550)	14 976
Diminution nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	(31 425)	(51 299)
(Diminution) Augmentation nette liée aux opérations avec la clientèle	(34 964)	48 115
Augmentation nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	37 530	22 583
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(2 557)	(2 311)
Impôts versés	(3 134)	(2 112)
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRESORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	(2 698)	31 993
(Diminution) Augmentation nette liée aux actifs financiers et aux participations	(4 940)	1 763
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 790)	(1 391)
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRESORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(6 730)	372
(Diminution) Augmentation de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(759)	4 342
Diminution de trésorerie provenant des autres activités de financement	(22 054)	(24 580)
DIMINUTION NETTE DE LA TRESORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(22 813)	(20 238)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILÉE	3 053	(886)
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRESORERIE	(29 188)	11 241
SOLDE DES COMPTES DE TRESORERIE ET ASSIMILÉE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	54 202	42 961
Comptes actifs de caisse, banques centrales et CCP	56 076	39 219
Comptes passifs de banques centrales et CCP	(5 510)	(1 047)
Prêts à vue aux établissements de crédit	16 379	13 514
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(12 380)	(8 673)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(362)	(52)
SOLDE DES COMPTES DE TRESORERIE ET ASSIMILÉE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	25 015	54 202
Comptes actifs de caisse, banques centrales et CCP	33 568	56 076
Comptes passifs de banques centrales et CCP	(2 123)	(5 510)
Prêts à vue aux établissements de crédit	11 273	16 379
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(17 464)	(12 381)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(239)	(362)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES SOLDES DES COMPTES DE TRESORERIE ET ASSIMILÉE	(29 188)	11 241



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

| La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

BMCI - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 327 884 300 Dirhams
Siège Social : 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc
Tél. : 05 22 46 10 00 - Fax : 05 22 29 94 06